

INTRODUCTION

GILLES BRACHOTTE

ALEX FRAME

L'arrivée massive des technologies de l'information et de la communication et la démocratisation d'Internet dans la vie quotidienne ont restructuré notre société. La relation aux autres se trouve reconfigurée par l'émergence de nouvelles formes de communication interpersonnelle et communautaire, désormais fréquemment « assistée par ordinateur ». La différence réside dans l'échelle des valeurs engendrées (nombre d'individus en contact, pluralité des individus, nature des informations...) et particulièrement dans la puissance du canal de communication qui brouille les frontières de l'espace public, modifie les temporalités et réinterroge la participation politique et citoyenne. De facto, l'appropriation et l'usage massif des dispositifs sociotechniques tels que les médias sociaux généralistes (Facebook, YouTube, Twitter, Flick'r) ou les outils dédiés à la politique (plateformes de gestion des militants, réseaux sociaux spécialisés) offrent de nouveaux types de reliance, de nouveaux champs d'expression et de discussion sur les sujets les plus vastes (superficiels ou non) et d'adhésion aux causes des plus nobles aux plus futiles.

Dans ce contexte, les contributions interrogent l'existence d'un nouvel espace public numérique empreint d'un ensemble d'outils, de pratiques et de logiques de communication et de mobilisation qui reconfigure la participation politique, la gouvernance, les relations entre citoyens, figures politiques et médias ainsi que la manière « de faire et penser » la politique dans de nombreux pays du monde.

Ce numéro *Espace public numérique et participation politique* débute par une mise en perspective à la fois historique et anthropologique de ce qui a, traditionnellement, fait « rite politique » pour les institutions. Dans cet article, Pascal Lardellier aborde les formes et les fonctions de ces rites institutionnels et leurs modifications à l'ère des réseaux numériques.

Paola Sedda et Frédéric Torterat traitent dans leurs contributions de la diversité des modes de participation citoyenne. À partir du concept de « pratique résistante » de l'Internet, Paola Sedda analyse les nouvelles formes d'engagement et de mobilisation numériques. Pour cela, l'auteur réalise une analyse diachronique sur trois collectifs contestataires italiens (les *Telestreet*, le *Peuple des violets* et le *Mouvement 5 étoiles*).

Frédéric Torterat, quant à lui, évoque cette participation citoyenne à partir de l'analyse des blogs politiques et plus spécifiquement le carnet numérique *Pourmaville*

DOI:10.3166/LCN.11.4.9-10 © 2015 Lavoisier

de Fadela Amara, responsable « de la ville » française de juin 2007 à novembre 2010. Il décrypte l'usage de ce blog qui a contribué, selon lui, « à favoriser l'expression des habitants des banlieues, tout en constituant une tentative de refondation sociale des quartiers populaires ».

Les articles suivants analysent l'espace public numérique et la participation politique en prenant comme objet d'étude le site de micro-blogging, Twitter. Ce dispositif, en tant qu'outil de communication, prend une place incontournable dans la sphère médiatico-politique même si son usage par le grand public en France peut encore être considéré comme un « usage de niche ». Il n'en demeure pas moins lieu d'expression et de communication, complémentaire des moyens de communication plus classiques, entre les acteurs de la société.

Dans ce cadre, Alexandre Eyries recontextualise l'apparition du dispositif sociotechnique dans les stratégies de communication politique. Il met en exergue son usage par les leaders politiques français et québécois lors des élections de 2012, élection présidentielle en France et générale au Québec.

Dans le contexte des élections européennes de 2014, Béatrice Donzelle et Cécile Dolbeau-Bandin, s'interrogent sur la capacité de l'outil à générer de l'interactivité et à créer, *in fine*, un environnement favorable ou non à l'*empowerment* politique des citoyens.

Sandrine Roginsky et Barbara De Cock abordent par le biais d'une analyse discursive, les stratégies de mise en scène des candidats lors de ces mêmes élections européennes. Elles expliquent que le dispositif n'est pas le lieu d'un véritable renversement des modalités de relation et d'échange entre représentants et représentés.

Enfin, l'article d'Arnaud Mercier montre comment les réseaux sociaux numériques sont utilisés pour poursuivre des objectifs à la fois politiques et d'affirmation de soi. À partir d'un corpus de tweets collectés durant les élections municipales françaises de 2013, l'auteur met en évidence que la technologie, et en particulier Twitter, ouvre et facilite un espace public polémique.

À travers les différentes approches des auteurs, les contributions apportent un éclairage complémentaire aux travaux existants dans le domaine de la participation politique. Inscrit dans un continuum de pratiques antérieures, la « culture numérique » de notre société impacte la relation citoyen-politicien sous l'influence de médiations techniques, sociales et symboliques. La participation politique est reconfigurée par l'émergence de nouvelles modalités de présence, de pratiques, d'espaces et de formes de communication. Et c'est bien là l'objectif de ce numéro : mettre en exergue quelques changements induits par la démocratisation des technologies de l'information et de la communication sur la vie sociale et plus spécifiquement sur la vie politique.